

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Finance (France) > **Argent public – La Banque publique d’investissement va éponger les pertes du (...)**

BOURSE PARTI PRIS

# **Argent public – La Banque publique d’investissement va éponger les pertes du CAC 40**

vendredi 6 mars 2020, par [MAUDUIT Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 4 mars 2020).

**La Banque publique d’investissement fait naufrage. Créée pour soutenir les projets d’investissement de long terme, elle va mobiliser de l’argent public pour voler au secours des groupes du CAC 40 dont les cours boursiers ont baissé.**

C’est un bien étrange capitalisme que celui défendu par Emmanuel Macron. Un capitalisme où à tous les coups l’on gagne, en tout cas si l’on est dans le camp des milliardaires ou des actionnaires. Si la Bourse s’envole, c’est le jackpot ! Car les groupes du CAC 40 servent à leurs actionnaires des dividendes qui, année après année, ne cessent de s’envoler et qui, avec la « flat tax » inventée par le chef de l’État, sont désormais très peu imposés. Et si la Bourse baisse, c’est encore le jackpot. Pour une raison qui est toute nouvelle et renversante : la Banque publique d’investissement (BPI France) a décidé de voler à partir de la fin du mois d’avril au secours de ces mêmes groupes du CAC quand leurs cours boursiers baisseront.

Pour comprendre ce que cette idée a de choquant, il faut se souvenir de l’ambition qui a présidé à la naissance de BPI France. C’était l’une des idées défendues par François Hollande avant l’élection présidentielle de 2012 qui avait du sens, et qui ne cédait pas à la doxa néolibérale. Elle partait du constat que la finance avait dérivé au fil de ces dernières décennies vers les activités spéculatives et qu’il était urgent, à défaut de renationaliser le crédit, de créer au moins une banque publique qui finance les projets de long terme, ayant une utilité stratégique pour le pays ou pour préparer l’avenir.

Le projet semblait d’autant plus cohérent que tous les leviers de la politique publique financière ont été privatisés au fil des ans : le Crédit national a été cédé aux Banques populaires ; Ixis, filiale de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), a fait l’objet d’un rapt perpétré par les Caisses d’épargne. Et lorsque ces deux banques, Banque populaire et Caisse d’épargne, ont fusionné sous l’effet de la crise financière, elles ont mis en commun tous ces actifs pour créer Natixis, la filiale ultras spéculative de BPCE, dont l’histoire récente ne cesse d’être émaillée d’irrégularités.

En créant la BPI, l’État pouvait donc reprendre la main et afficher des ambitions industrielles de long terme, en des temps où l’industrie est si malmenée par les marchés.

Las ! Quand Nicolas Dufourcq prend la tête de BPI France en 2013, la banque, contrôlée à 50 % par l’État et à 50 % par la CDC, va progressivement se transmuter en un établissement bancaire quasi banal et progressivement délaisser ce qui semblait devoir être ses missions d’intérêt public. Question de tempérament : le patron de la banque publique a dans le passé accompagné la première

filiale internet de France Télécom, dénommée Wanadoo, vers la Bourse, en réalisant donc la privatisation d'un actif public. Il est de ce point de vue très semblable à Emmanuel Macron : avec lui, c'est le privé qui fait la loi.

Les deux hommes sont d'ailleurs très proches. Ils se sont tous les deux longtemps côtoyés dans un think tank dénommé *En temps réel* [1], aux côtés d'autres personnalités adeptes des mondanités et du libéralisme, tel le directeur de *Libération*, Laurent Joffrin. Le 13 août 2019, le site CheckNews de *Libération* a d'ailleurs consacré un article à *En temps réel* en 2016 [2] et a publié une photo d'archives issue de site. Sur cette photo, que l'on peut consulter ci-dessous, on voit donc en haut à droite, Nicolas Dufourcq et Laurent Joffrin côte à côte, et Emmanuel Macron en bas à gauche.



Cette proximité entre Emmanuel Macron, ancien banquier d'affaires, et Nicolas Dufourcq, qui a piloté la privatisation de la filiale stratégique de France Télécom, est importante à connaître, car si elle n'avait jamais existé, jamais le patron de la banque prétendument publique n'aurait osé cette transgression consistant à voler au secours du CAC 40. Car il y a quelque chose de très macronien dans cette transgression.

Ainsi, le patron de BPI France court depuis quelques jours micros et caméras pour annoncer la bonne nouvelle aux patrons du CAC 40 : la banque publique se met à leur service si d'aventure leur cours de Bourse chute, et mobilisera à cet effet beaucoup d'argent, dont de l'argent public.

Sur BFM Business, le 3 mars [3], Nicolas Dufourcq a ainsi expliqué que BPI France allait créer un fonds dénommé Lac d'argent qui serait doté de 4 milliards d'euros pour démarrer fin avril et qui mobiliserait ultérieurement jusqu'à 10 milliards d'euros, le tout devant servir à prémunir les groupes du CAC 40 contre la volatilité des marchés. Le patron de la banque n'a pas voulu donner les noms des premiers bénéficiaires de ces largesses. Il a juste précisé : « Ce sont toujours les entreprises qui nous appellent. Nous ne passons pas de coups de fil aux entreprises. » Une étrange réplique qui s'apparente à une invite à l'adresse du CAC 40 : « Venez ! Frappez à notre porte ! À BPI France, c'est open bar... »

Un peu avant, le 26 février, à l'occasion d'une rencontre avec l'Association des journalistes économiques et financiers (on peut consulter un compte rendu sur le site de France Culture) [4] le même Nicolas Dufourcq a indiqué que sur les 10 milliards d'euros, 8 milliards seraient apportés par des investisseurs privés, dont 1 milliard apporté par le fonds souverain d'Abu Dhabi, tandis que les 2 milliards complémentaires seront apportés par la BPI. Autrement dit, il s'agira d'argent public. « Pour réunir 10 milliards, on n'a pas le choix, a expliqué le directeur de la BPI. Il faut aller chercher des fonds à l'étranger, auprès des fonds asiatiques, du Golfe, des fonds de pension canadiens et américains, car en France nous n'avons pas de fonds de pension, et les assureurs sont limités par les règles européennes Solvabilité II. »

Réaction indignée - et tellement justifiée ! -, mardi, de ma consœur Martine Orange, sur Twitter, quand elle a découvert ce que devenait la BPI : « Le but d'une banque publique d'investissement n'est pas de soutenir des cours boursiers mais des projets d'investissement. Que les cours des groupes du CAC 40 décrochent lors d'une correction boursière, cela fait partie du risque, de la nature même du capitalisme. »

Martine Orange  
@MartineOrange

*Le but d'une banque publique d'investissement n'est pas de soutenir des cours boursiers mais des projets d'investissement. Que les cours des groupes du CAC 40 décrochent lors d'une correction boursière, cela fait partie du risque, de la nature même du capitalisme .*

<https://twitter.com/bfmbusiness/status/1234758320772263936> ...

BFM Business

@bfmbusiness

Chute des marchés : @Bpifrance va investir dans le CAC 40 pour protéger les groupes affaiblis

<https://bfmbusiness.bfmtv.com/bourse/chute-des-marches-bpifrance-va-investir-dans-le-cac-40-pour-protéger-les-groupes-affaiblis-1868104.html#page/contribution/index> ...

Voir l'image sur Twitter

15:05 - 3 mars 2020

Car telle est bien la situation : au lieu de faire ce pourquoi elle a été créée - financer le long terme -, la BPI met à disposition sa structure publique, et de l'argent public, pour protéger les milliardaires du CAC 40 d'une possible instabilité boursière. Un argument est même utilisé, qui laisse pantois : selon les promoteurs du projet, son but pourrait être aussi de protéger ces groupes du CAC 40 d'OPA toujours possibles, quand les cours chutent.

Mais la mauvaise foi saute aux yeux, car, si c'était vrai, il faudrait sur-le-champ suspendre la valse des privatisations, qui a précisément conduit à ce que des joyaux de l'industrie française soit croqués sur un coup de bourse, à la manière de Péchiney.

Non ! La vérité est plus sombre que cela : la BPI s'est transmutée en une sorte de banque d'affaires et ne défend plus l'intérêt général mais les appétits privés. Pour faire bref, elle est devenue l'assureur du CAC 40, dans une sorte de Monopoly scandaleux où les citoyens sont les éternels payeurs et les groupes du CAC 40 les grands gagnants.

**Laurent Mauduit**

---

**P.-S.**

• MEDIAPART. 4 MARS 2020 :

<https://www.mediapart.fr/journal/economie/040320/la-banque-publique-d-investissement-va-eponger-les-pertes-du-cac-40>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Les articles de Laurent Mauduit sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/laurent-mauduit>

---

## Notes

[1] <https://www.entempsreel.com/presentation-2/l-equipe-d-en-temps-reel/>

[2] [https://www.liberation.fr/checknews/2019/08/13/laurent-joffrin-et-emmanuel-macron-ont-ils-fait-partie-du-meme-think-tank-en-2016\\_1744996](https://www.liberation.fr/checknews/2019/08/13/laurent-joffrin-et-emmanuel-macron-ont-ils-fait-partie-du-meme-think-tank-en-2016_1744996)

[3] <https://bfmbusiness.bfmtv.com/bourse/chute-des-marches-bpifrance-va-investir-dans-le-cac-40-pour-protger-les-groupes-affaiblis-1868104.html#page/contribution/index>

[4] <https://www.franceculture.fr/emissions/la-bulle-economique/lac-dargent-la-parade-francaise-aux-fonds-activistes>